

Alors que “l’affaire” dite de l’Arche de Zoé se conclut à peine, et tandis que celle de l’otage française en Colombie se poursuit toujours, une nouvelle affaire fait l’actualité : les pirates somaliens preneurs d’otages français seront jugés en France, avec l’accord du Président somalien.

Hervé Morin, ministre de la Défense, assure qu’en l’espèce, la France avait “respecté l’ensemble des règles de droit liées au transfèrement des pirates vers la France” et que “le statut juridique des pirates est clairement affiché compte tenu de l’accord des autorités somaliennes”.

Comment le droit organise-t-il de tels accords interétatiques en matière judiciaire ?

Nous verrons que si des accords interétatiques sont bien prévus par le droit (I.), le respect de ces accords pose parfois problème (II.).

I. Les accords interétatiques prévus par le droit

A. Les traités

- Un traité est un contrat conclu entre plusieurs sujets de droit international. Cet accord écrit traduit l’expression des volontés concordantes de ces sujets de droit, en vue de produire des effets juridiques régis par le droit international.
 - Seuls peuvent conclure ces contrats ceux qui sont dotés d’une personnalité morale de droit international : États et organisations internationales.
- Lorsqu’un Etat devient “partie” à une convention, celle-ci lui est alors opposable, en intégralité ou avec des réserves.

B. La procédure européenne

- Le réseau judiciaire européen (Action commune du 29 juin 1998) permet de mettre en relation les autorités judiciaires nationales par l’intermédiaire de “points de contact”, qui facilitent le traitement des dossiers d’entraide, coordonnent les demandes d’enquêtes et fournissent des informations à tous les praticiens de la coopération
- Eurojust (Décision du 28 février 2002 intégrée dans le code pénal par la loi du 9 mars 2004), unité de coopération formée de représentants des Etats membres (« ayant la qualité de procureur, de juge ou d’officier de police judiciaire ayant des prérogatives équivalentes ») chargés de veiller à la coordination des enquêtes et des poursuites pour les affaires de criminalité organisée et de terrorisme.
- L’entrée en vigueur du mandat d’arrêt européen (loi constitutionnelle du 25 mars 2003), remplaçant la procédure d’extradition entre Etats membres (Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002), constitue la première mesure d’application du « principe de reconnaissance mutuelle » permettant l’exécution directe de la décision d’un juge sur tout le territoire européen.

II. Le problème du respect de ces accords

A. La question de la souveraineté

- Les accords entament la souveraineté des Etats et ouvrent la porte à l'ingérence d'un Etat dans le système judiciaire d'un autre.
- Certains Etats sont donc réticents à appliquer les accords qu'ils ont signé, et les relations politiques et diplomatiques entre les deux Etats parties à l'accord ont un rôle important dans son application.
 - Ainsi dans l'affaire de l'Arche de Zoé : l'article 49-C de la convention indique que "l'extradition est refusée quand une infraction est commise en tout ou en partie sur le territoire de l'Etat requis". L'extradition semble donc impossible. Par ailleurs, l'article 29 stipule que « si l'une ou l'autre partie contractante en fait la demande, tout ressortissant de l'un des deux Etats condamné à une peine d'emprisonnement ou une peine plus grave sera, sous réserve de son consentement, remis aux autorités de l'Etat dont il est ressortissant ».
 - La convention laisse une large marge de manoeuvre aux circonstances et à la volonté de l'Etat, qui peut par exemple invoquer des précédents ou le principe de réciprocité en constatant la non application des dispositions par l'autre partie.

B. Le règlement judiciaire des différends

Les États peuvent tenter une action devant...

- la Cour internationale de justice, organe juridique de l'Organisation des Nations unies, qui regroupe 192 des 195 États qu'elle reconnaît.
 - Cependant, de nombreuses condamnations de la Cour ne sont pas respectées, notamment par les États-Unis.
- L'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce regroupe 150 États. Les traités dont elle s'occupe ne concernent que le commerce.
 - Cependant, ses décisions sont en général plus respectées que celles de la CIJ.
- D'autres juridictions internationales ont des recours ouverts aux particuliers : la Cour européenne des droits de l'Homme, qui applique la Convention européenne des droits de l'homme entrée en vigueur en 1953 ; et la Cour pénale internationale, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998.

Bibliographie

- Les relations internationales de 1945 à nos jours - Pascal Boniface
- L'essentiel des Relations internationales - Antoine Gazano
- Cours Magistral de Mr. Yves Daudet